

## La dette

Parce qu'elle apparaît comme l'une des conditions dont dépend la survie ultime de la France au même titre que l'invasion migratoire, la dette publique devrait être une des premières préoccupations du citoyen français, si toutefois le mot citoyen a encore un sens en République ; plus qu'une préoccupation, ils devraient même s'en inquiéter ; au contraire, s'ils négligent cet aspect de leurs conditions de vie, c'est qu'ils semblent la considérer comme un élément secondaire auquel il n'y a pas lieu d'attacher d'importance, du moins le croient-ils tant que cela ne les touche pas... au portefeuille. Et c'est là que nos compatriotes commettent une grave erreur d'appréciation, car ils sont virtuellement touchés au portefeuille ; l'anesthésie générale faisant son office indolore, ils ne voient ni ne ressentent rien, tellement ils ont l'esprit brouillé sur la question ; j'allais dire volontairement brouillé par les spécialistes de l'intoxication médiatique. Mais surtout, ce qu'ils ne voient pas, c'est que notre pays, comme la plupart des pays européens, est aujourd'hui complètement aliéné à la finance internationale ; et toute notre vie, tout l'avenir de notre pays, de nos enfants, ne dépend plus des politiques mais des grands barons de la finance qui gouvernent les banques mondiales en même temps qu'ils gouvernent le monde, mais en sous-main, par-dessus les frontières qu'ils ignorent tout autant qu'ils méprisent les peuples.

Concrètement, cela veut dire que la France n'a aujourd'hui plus d'indépendance financière ni économique, qu'elle n'est plus maîtresse d'elle-même ni de ses décisions monétaires, qu'elle a été définitivement dessaisie de sa souveraineté nationale. Elle ne dépend plus que du bon vouloir de quelques cénacles occultes pour continuer à vivre aux conditions drastiques qui lui sont imposées ; c'est cela ou mourir étranglée. La dette est la meilleure façon d'asservir un pays, un peuple, une famille, un individu ; toute entité économique soumise à une dette perd son indépendance, son autonomie, sa dignité, sa fierté ; au pire, elle est rayée du monde des vivants.

Et cette situation, nous la devons à la glorieuse défection, pire à la forfaiture de nos chers élus, les élus de la République, nos « représentants » politiques, qui ne représentent rien du tout, sauf les oligarchies mondialistes, ceux que vous avez élus et que vous continuez à légitimer allègrement d'élections en élections, quels que soient les scrutins et les mouvements politiques considérés. Ils vous entraînent dans le précipice, mais vous continuez à ne vouloir rien voir, rien entendre, à ne tirer aucune leçon, un peu comme en Grèce, et vous confiez les yeux fermés vos destinées et celle de votre pays à des gens qui vous ont effroyablement mentis et trahis, qui poussent le pays à la ruine — et pas seulement la ruine économique ; profitant de l'indolence politique du peuple français anesthésié par deux siècles d'imposture républicaine, ils n'ont pas l'intention d'arrêter d'abuser de votre cécité mentale puisque l'arnaque électorale marche à tous les coups. Rien de plus facile que de tromper un individu décidé à rester sourd et aveugle au monde qui l'entoure, dès lors qu'il peut faire le plein de son caddie pour la semaine, sans se poser de questions susceptibles de déranger son train-train d'une vie médiocre remplie d'humbles contentements.

Donc l'essentiel de notre dette publique vient de la fameuse loi dite Pompidou-Rothschild du 3 janvier 1973 (au lendemain du jour où les Français sont encore sous les miasmes arrosés des fêtes de fin d'année), obligeant l'État et les collectivités publiques à emprunter sur le marché colossal de la finance internationale (une date symbolique qui se complète par les traités de Maastricht et de Lisbonne) ; un marché spéculatif gigantesque mettant à la disposition des élus de la République des sommes considérables immédiatement utilisables, que ces mêmes autorités publiques n'auraient pu obtenir qu'en écrasant les citoyens sous une avalanche de taxes et d'impôts... Notons que cela ne les a jamais empêchés de recourir à l'impôt, dont une partie sert à payer les intérêts de la dette, et donc de profiter des deux sources de financement.

Ce hold-up s'est fait dans le dos des citoyens et à leur insu ; et l'on sait combien le texte de cette loi est un pur chef d'œuvre de langage technocratique, obscur et sibyllin.

Cette solution, ont pensé nos politiciens, probablement et préalablement démarchés par les courtiers de la finance, avait deux avantages majeurs pour eux : d'une part, nous venons de le voir, elle était totalement invisible, tout cela se faisant dans la plus grande opacité sinon dans le plus grand secret, à l'insu des citoyens ; d'autre part, elle était absolument indolore pour le contribuable, du moins dans un premier temps : demain sera un autre jour !

L'occasion était trop belle pour nos responsables politiques : élus mais néanmoins fonctionnaires d'État, ils avaient crédit ouvert sur les marchés spéculatifs de la Haute finance internationale : « Allez, profitons-en, se sont-ils dit ; laissons-nous tenter, il y va de notre réélection, de notre maintien au pouvoir... » Et ils ont plongé les deux mains dans cette manne qu'on mettait à leur portée, dans ce trésor incommensurable qu'on faisait miroiter sous leurs yeux brillants de désirs inavouables, sans même savoir, ou voulant l'ignorer, que du même geste ils mettaient la corde au cou de leurs compatriotes.

Mais comment résister à une telle provende quasi miraculeuse ? Car ce recours à l'emprunt financier extérieur permanent (qui prendra en quelque sorte la suite du Plan Marshall et deviendra systémique) avait deux autres avantages en aval. En amont, comme je viens de le dire, les élus avaient à leur disposition la corne d'abondance, a priori sans douleur pour le contribuable parce que ni vue ni connue ; et en aval, cette abondance leur permettait, d'une part, de disposer de crédits illimités pour financer leurs « promesses » électorales ; et l'on a pu percevoir visuellement les effets de ces généreuses provendes, par exemple, sur nos routes et autoroutes parsemés de ces fameux panneaux « L'État ou la Région investit pour vous », comme si l'argent sortait miraculeusement de leurs poches ! Par la réfection des belles façades de nos rues, la restauration de nos villages, par de jolis rubans de bitume qui parcourent nos campagnes, par la réalisation d'équipements municipaux sportifs, culturels en veux-tu, en voilà : salles polyvalentes, stades, piscines, centres sportifs, médiathèques, de grandes infrastructures comme les aéroports, comme notre beau TGV, nos CHU, nos belles universités modernes (en fait, très moches !), nos belles et bruisantes concentrations banlieusardes (le plus souvent d'une laideur résolument provocante), voire des projets pharaoniques affreux et délirants et autres gaspillages publics, à commencer par taper dans la caisse et servir les amis...

D'autre part, cela leur permettait d'acheter le vote des électeurs : comment ne pas récompenser des élus qui se montraient si généreux et faisaient tant de belles choses avec l'argent public ? Notons qu'acheter le vote des électeurs, c'est la grande affaire de l' élu républicain ; c'est aussi la meilleure façon de pérenniser son addiction au pouvoir... Comment acheter le vote des électeurs ? Deux possibilités : la première, fabriquer des fonctionnaires et des assistés sociaux permanents en masse ; la deuxième, subventionner à tire-larigot des associations, des organisations ou organismes variés et multiples à buts non déterminés mais lucratifs, genre comités Théodule voire des entreprises ; autrement dit, s'arranger à faire dépendre de l'État un maximum de citoyens, afin d'obtenir leur reconnaissance dans les urnes. Et ça marche !

Conséquences, au-delà du chiffre officiel de cinq millions et demi de fonctionnaires titulaires, il y aurait, selon certaines sources, autour de onze millions de personnes en France vivant directement ou indirectement des subsides de l'État et autres collectivités publiques. Sachant qu'il y a environ 26 millions d'actifs répartis entre productifs et non productifs, cela veut dire que près d'un actif sur deux en âge de travailler, vit en France, peu ou prou, des deniers de l'État.

Il faut maintenant se poser cette question : d'où vient cet argent à l'origine de notre dette publique ? Contractée depuis quarante ans, cette dette perpétuelle a dépassé aujourd'hui le cap des 2300 milliards d'euros (1), c'est-à-dire en gros une année de PIB ou encore une année de

travail des Français actifs-productifs, c'est-à-dire des producteurs de valeur ajoutée ; précisons que les intérêts annuels ou charge de la dette représentent le deuxième poste du budget de l'État après la coûteuse et inepte Éducation nationale. Et il ne s'agit là que de l'intérêt, non du principal, celui-ci étant impossible à rembourser dans l'état actuel de l'économie générale. Donc, d'où vient cet argent détenu à 70 % par des investisseurs non-résidents, autrement dit étrangers ? Eh bien, hors les fonds dits souverains, personne ne le sait ; et, paraît-il, nous n'avons pas le droit — je dis bien : « PAS LE DROIT » — de le savoir. Tout se fait par le biais d'une administration spéciale dite agence France-Trésor, un temple de l'occulte, dans le flou, l'opacité, le non-dit, l'hypothèse, la probabilité. Détourne la tête citoyen ! Consomme, paye et tais-toi ! Tu n'as pas besoin de savoir...

Le mystère pourrait-il laisser supposer, par exemple, que cet argent soit composé pour une part d'argent sale et malodorant d'origine douteuse ? Ou les prêteurs sont-ils des gens préférant rester dans l'anonymat le plus complet pour des raisons inavouables ? Ou parce que ces mêmes prêteurs sont les maîtres du Nouvel Ordre Mondial, donc du monde, et qu'ils en déduisent n'avoir de comptes à rendre à personne ? Autant d'interrogations qui ouvrent la porte à toutes les hypothèses même les plus folles, les plus farfelues... À qui l'État français doit-il de l'argent ? Autre façon de formuler la question d'une façon plus radicale : **à qui appartient l'État français ?**

Mais ces prêteurs, donc ces créditeurs, ces possesseurs de créances, quel peut être leur intérêt à prêter aux États plutôt qu'aux entreprises privées, bien plus dynamiques que l'Administration publique, demanderez-vous ? Tout simplement parce qu'ils disposent de fonds spéculatifs inemployés considérables, et que les perspectives en matière de rentabilité et de sécurité sont plus favorables dans le secteur public que dans le privé, soumis aux aléas de la conjoncture économique. D'où cette trahison des élus de la République qui ont mis les destinées de leur peuple entre les mains de la Haute finance anonyme et vagabonde en faisant reposer la garantie de ces emprunts sur la rentabilité productive de leurs compatriotes, et la sécurité de l'emprunt sur les générations à venir. Le statut de l'esclave moderne venait d'être créé ; ou plutôt, le retour au peuple-esclave d'avant l'ère chrétienne est annoncé. Mais il arrive parfois que les États comme les entreprises font faillite ; en langage atténué, c'est un défaut de paiement ; ce fut le cas de la Grèce et de Chypre, littéralement portés à bouts de bras par les contribuables européens, principalement Français et Allemands... D'aucuns ont vu dans la Grèce une répétition générale du scénario qui devrait se reproduire au niveau de l'ensemble des États européens, scénario imposé par les oligarques du Nouvel Ordre Mondial dans la perspective d'anéantir les vieilles nations européennes de l'Occident chrétien et les asservir.

\*

La dette repose donc sur l'emprunt, autrement dit, sur le crédit. Tout le système financier mondial, quel qu'il soit, tourne autour de ce mot : crédit. Nous allons délaissier la partie hautement spéculative concernant la dette, en rappelant qu'on vend et achète de la dette comme on vend et achète des kilos de pommes de terre — en terme technique, cela s'appelle titrisation, c'est-à-dire que la dette ou créance est transformée en titres obligataires négociables et autres produits financiers dérivés, pour nous en tenir à ce qu'elle représente à notre endroit. Le crédit est l'ensemble des sommes que l'on met à disposition d'un emprunteur pour une durée déterminée ; ces sommes étant immobilisées, elles sont considérées comme un bien matériel loué, et font l'objet d'un loyer jusqu'à ce que l'argent prêté ou capital soit remboursé : c'est l'intérêt ; le taux de ce loyer ou intérêt peut être variable ou fixe ; désormais celui qui fait crédit est créancier, celui qui doit rembourser est débiteur. Il est à noter que le cœur de la finance est fondé sur le langage moral : dette, débiteur = devoir, crédit = croire, fiduciaire = confiance ; même la monnaie fait référence à la déesse romaine Junon Moneta : on se croirait dans une secte. Il y a un peu de cela, sauf qu'il n'y a rien de plus immoral, de plus pervers, donc de plus contraire à la morale que l'activité financière internationale totalement incontrôlable,

invérifiable, comme le sont devenues par désappropriation et contamination les activités bancaires nationales... Autrement dit, c'est notre argent, c'est-à-dire le produit du travail des hommes, de leur génie, de leur savoir-faire, de leur sueur, qu'ils s'approprient, et sur lesquels ils spéculent en toute bonne conscience, avec la certitude qu'ils n'auront jamais de compte à rendre à la Justice ; nous ne contrôlons plus rien parce que nous, Français, nous ne nous appartenons plus : le budget général de l'État français et la Haute finance internationale, c'est la même chose.

Quand nous observons l'incroyable puissance occulte de cette Haute finance internationale, autant cosmopolite et apatride qu'elle est anonyme et vagabonde, largement dominée par le monde anglo-saxon, son organisation opaque, sa mainmise sur le réseau bancaire mondial, jusqu'aux banques de dépôts les plus ordinaires, la pénétration des réseaux mafieux, ses manœuvres politiques, son pouvoir de corruption qui finit par gangrener les États jusqu'aux plus hauts sommets, alors on en arrive à ne pas pouvoir la considérer que comme une organisation criminelle dirigée par des gangsters de haute volée qui vivent protégés par-dessus les frontières qu'ils ne connaissent pas, convergence de vue fondamentale qu'ils entretiennent avec le gauchisme apatride et ses avatars, meilleurs soutiens du capitalisme mondial.

Le crédit pour un acquéreur, c'est la possibilité de jouir par anticipation d'un bien dont il ne possède pas la contrepartie financière ; il est important, ici, de noter le sens du mot « anticiper » : anticiper l'usage de ce bien dont la valeur n'a pas été réalisée. Pour un fournisseur, le crédit, c'est produire ou mettre à disposition un bien disponible ou virtuellement disponible dont l'utilisateur ne possède pas la contrepartie financière. Le troc n'étant que rarement possible, il faut donc un moyen intermédiaire d'échange et d'appréciation pour rendre la transaction effective. Ce moyen, c'est l'argent-monnaie sous toutes ses formes (fiduciaire, scripturale, numérique). Mais comme l'argent n'est pas disponible dans les deux cas, le banquier fait une avance remboursable sur garantie appelée crédit : il « anticipe » le remboursement du capital qui interviendra au solde du crédit ; autrement dit, c'est sur le rendement potentiel du prêt qu'il accorde le crédit ; la seule caution ne suffit pas.

Le crédit, c'est donc de l'argent qui n'existe pas. Par une opération magique, la banque va transformer cet argent qui n'existe pas en monnaie sonnante et trébuchante ; le crédit est une monnaie virtuelle qui deviendra effective à la fin de l'emprunt sous forme de valeur matérielle ; c'est comme cela que l'on crée de la richesse et que les spéculateurs s'enrichissent, on devrait dire se goinfrent, au-delà de toute imagination. Peu importe si cela est bien ou mal, retenons ceci : le crédit, c'est de la création de monnaie.

Or que constate-t-on depuis que le crédit est devenu une pratique généralisée, surtout depuis l'ère industrielle ? Avec le temps, il s'accumule ; il se développe comme une pyramide inversée, c'est-à-dire la pointe en bas et la base qui va s'élargissant vers le haut. Et à quoi reconnaît-on que le crédit se développe de cette façon ? Au fait que le crédit ne correspond pas à la réalité économique concrète, et que les pays développés vivent au-dessus de leurs moyens. L'abus du crédit crée une réalité économique virtuelle dangereuse. Ce phénomène est accru par l'usage abusif de la planche à billets (création de la monnaie physique) qui a pris une ampleur telle, que celle-ci accrédite l'idée qu'on a affaire à une organisation de faux-monnayeurs, et renforce le caractère criminogène de la Haute finance. Cela touche autant les pays industrialisés que les pays dits émergents. Tout se fait par le moyen du crédit, public ou privé. Le problème est que si la pyramide génère trop d'argent en circulation, il risque de se dévaloriser, de raréfier la demande (baisse du pouvoir d'achat) et de provoquer une crise inflationniste. Or, il faut toujours créer du besoin, pousser à la consommation, donc au crédit, donc à l'endettement pour faire circuler l'argent, sinon les flux financiers ne s'écouleraient plus ; s'il n'y a plus d'anticipation possible, il y aura étranglement et ce sera la mort cardiaque du système financier, donc la ruine des États, des peuples et des nations. Retirer de l'argent en circulation, oui, mais en faire

quoi sinon créer de l'inflation ? Acheter des biens ou le réinvestir et le cycle recommence (le plus généralement il est transformé en stocks d'or). D'où l'idée des spéculateurs mondiaux, des grands prédateurs mondiaux de la finance pour être plus conforme, d'investir dans les États, avec la complicité des élus, ces énormes quantités d'argent accumulées en déshérence ; au bout du compte, c'est par le biais de l'endettement collectif qu'ils entendent devenir les Maîtres du monde, de racheter ni vus ni connus les États après avoir plongés dans le chaos, se les approprier, faire plier les peuples et les nations, les soumettre à leur volonté insatiable de domination ; et pour finir imposer leurs lois à la planète entière, pour ne pas dire leur propre « vision » mondialisée du monde.

\*

Nous allons voir ce que cela entraîne comme conséquences graves. Mais auparavant, vous vous demandez certainement comment on peut savoir à quel moment le crédit risque de s'effondrer, à quel moment va arriver le basculement, la chute, la crise fatale ? La réponse tient tout simplement dans le taux de croissance des pays industrialisés. Tant que ce taux est positif, même de peu, l'anticipation propre au crédit suit son cours, tout va bien. Dès que le taux devient négatif d'un ou deux points, la peur de ne plus pouvoir anticiper rôde ; il suffit d'observer la panique qui s'empare des milieux économiques et financiers pour comprendre...

Donc, ce taux de croissance positif indispensable pour maintenir le niveau de vie élevé de nos sociétés occidentales, dépend uniquement d'un seul facteur : la consommation. La consommation directe par l'achat, indirecte par l'investissement. Et là, nous entrons dans le cycle infernal production-consommation, ou l'aliénation du consommateur par le triptyque produire, consommer, payer. Payer, c'est aussi faire crédit. Nous venons de voir qu'il n'est pas possible d'arrêter ou ralentir la circulation de l'argent ; on ne peut donc plus arrêter le crédit. Ce cycle étant progressif et perpétuel, nous sommes entraînés dans une spirale, un vortex économique infernal : c'est la fuite en avant sans retour en arrière possible... L'humanité est condamnée à dévorer la planète, à la ronger jusqu'à l'os, jusqu'au trognon, jusqu'à ce qu'elle soit transformée en une immense poubelle météorique égarée dans l'immensité des étoiles... Savez-vous ce que veut dire consommer ? Merveilleuse langue française : elle est rarement prise en défaut ; elle ne trompe jamais ; consommer veut dire strictement « brûler », — comme son doublet « consumer ». Autrement dit brûler ses vaisseaux ! Créatures de Satan que nous sommes devenus, nous brûlons notre belle Terre, nous brûlons notre environnement naturel, nous brûlons notre espace vital, nous consomons notre dignité humaine en nous comportant comme l'animal le plus stupide, le plus nuisible de la Création, alors même que le Créateur nous avait offert la Planète Bleue comme un ersatz de Paradis, probablement l'antichambre du Paradis définitif. Voulait-il nous mettre à l'épreuve ? Quelqu'un n'a-t-il pas dit que la Création est le brouillon de Dieu ? Peut-être faut-il le mériter.

\*

Le schéma que je viens d'exposer s'appuie sur un profil idéal, lisse ; il ne tient pas compte des facteurs aggravants que sont, par exemple, l'état des ressources énergétiques et des matières premières, les catastrophes naturelles, les guerres, la démographie, les grèves, le chômage, et évidemment la haute spéculation financière qui passe par-dessus nos têtes comme elle passe par-dessus les frontières.

La question qui se pose maintenant est de se demander comment nous extraire de ce cercle vicieux et le rendre vertueux ? Comment nous arracher à ce vortex autodestructeur, à cette dérive inexorable qui nous conduit au malheur ? Comment cesser d'aller à la dérive sous l'effet de l'entropie et remonter par la négentropie ?... Si l'on regarde la manière dont nos gouvernants s'y prennent, ils font tout le contraire ; ils voudraient accélérer le processus de notre anéantissement civilisationnel, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

1) Ils vont toujours au plus facile, au plus immédiat ; ils adoptent la solution qui consiste à creuser un trou pour en boucher un autre. Autrement dit, ils lancent de nouveaux emprunts

gagés sur la tête de leurs concitoyens et sur les biens de la nation ; du même coup ils augmentent la dette publique, donc les intérêts à payer, véritable rente pour les investisseurs institutionnels.

2) Ensuite, ils fabriquent de la monnaie comme le feraient de vulgaires faux-monnayeurs. Ils font tourner la planche à billets, ce qu'ils appellent pudiquement « assouplissement quantitatif » (sic), en anglais *quantitative easing*. Seulement comme la France n'a plus de souveraineté monétaire, nous dépendons du bon vouloir de cette chose monstrueuse qu'on appelle l'Union Européenne et sa Banque centrale (BCE).

3) Ils écrasent les Français sous les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire les impôts, les taxes, les charges sociales ; je parle ici de la catégorie des Français actifs-productifs, ceux qui créent de la valeur ajoutée et prennent des responsabilités dans la vie. Je suis désolé d'avoir à le signifier aux privilégiés de la Fonction publique, mais l'impôt qu'ils payent est nul ; c'est de l'argent qui tourne en rond, de l'argent immobilisé que l'État donne d'une main, reprend de l'autre ; seul est valide l'impôt et les taxes payés par les producteurs de valeur ajoutée, c'est-à-dire par le secteur marchand ; et seule la valeur ajoutée crée de la richesse potentielle.

4) Autre facilité pour nos élus qui dépensent sans compter, jettent l'argent par les fenêtres, ne savent produire rien d'autre que du gaspillage : ils vendent la France. En gros, en détail, à la coupe, à la pièce, au mètre, à la pesée... Tout est à emporter, tout est à vendre : mieux que les vide-greniers ! Public, privé, même programme ! Ils bradent notre patrimoine national, ils dilapident le bien commun, ils vendent les bijoux de familles. Autrement dit, ils vendent ce qui ne leur appartient pas, même lorsqu'il s'agit d'entreprises privées. Récemment, à l'occasion d'un accident d'hélicoptère causant la mort d'un acheteur chinois et du propriétaire d'un grand cru bordelais, et alors que celui-ci venait de céder son vignoble au premier, on a pu entendre l'un des gestionnaires du domaine viticole dire qu'ils étaient été fiers d'avoir vendu leur vignoble à des Chinois. Car en plus ils sont fiers de dépecer leur pays, de le bazarder au premier venu qui a fait fortune en faisant trimer des esclaves ! Et ils s'en vantent ! Un chef d'entreprise, homme au demeurant fort sympathique, m'a raconté comment il a vendu son entreprise (150 employés) à un groupe américain, alors qu'il n'était pas vendeur. Les accueillant dans son bureau, les représentants du groupe, au cours de la discussion, lui présentent un chèque ; constatant le montant proposé, il leur demande s'il n'y a pas erreur sur la somme ... Les Américains et leurs mandataires français confirment, signent le chèque et le lui remettent. Alors, il se lève, leur montre son fauteuil de PDG et dit : « Prenez la place, Messieurs. Je garde le chèque. »

Il est même des maires, des élus, qui seraient prêts à vendre leurs villes, leur propre population, c'est-à-dire ceux qui les ont élevés sur le pavois, voire vendre carrément des portions de notre territoire national, y compris les terres agricoles, les forêts, et pas seulement notre patrimoine monumental. C'est ainsi que des milliers et milliers d'entreprises, de biens de toutes natures, tout autant que nos fleurons industriels les plus précieux, sont passés aux mains d'intérêts étrangers. Pour maintenir leur train de vie à son plus haut niveau et le pouvoir afférent, nos élus sont capables non seulement de trahir leur pays, de le piétiner, de le flétrir, de renier père et mère : ils n'ont aucune dignité, aucun sens de l'honneur.

5) Fabriquer les nouveaux esclaves. Nous allons nous attarder un instant sur cette question. Comment diminuer le coût de la vie dans des pays écrasés par les impôts et les prélèvements obligatoires dont les charges sociales ? Et comment empêcher les pays à bas coûts d'entrer en concurrence avec nous dans des conditions économiques beaucoup plus avantageuses pour ces pays ? Cela, alors même que nous n'avons plus de frontières ni de barrières douanières ? Il faut réduire le coût de la main d'œuvre ; et pour réduire le coût de la main d'œuvre, une seule solution : fabriquer de nouveaux esclaves, revenir aux bonnes pratiques des potentats de l'Antiquité, et rayer d'un trait 2000 ans de civilisation.

Le différentiel de niveau de vie entre les pays riches et les pays pauvres ou soi-disant pauvres a entraîné une distorsion économique entre produits à haute valeur ajoutée et produits à basse valeur ajoutée. Toute la basse valeur ajoutée des pays industrialisés a été démenagée dans les pays dits à bas coûts, où l'on arrive à produire des biens de consommation courante à des prix défiant toute concurrence, y compris en matière agricole. Le problème, c'est que les produits à basse valeur ajoutée, qui concernent généralement les produits de nécessité vitale, sont indispensables à la vie d'un pays et répondent à ses besoins primordiaux. Ils font partie de sa raison d'être, de sa nature physique. On ne peut pas vivre que de haute valeur ajoutée, c'est-à-dire de luxe et de technologies avancées. Mais comme il n'est plus possible de fabriquer les produits à basse valeur ajoutée dans des conditions économiquement acceptables ou supportables, les pays industrialisés, dont la France, ont délocalisé en masse, c'est-à-dire qu'ils ont transféré ou externalisé leurs ateliers de production dans des pays du tiers-monde ou émergents, lesquels maintiennent leurs populations en situation de sous-développement économique et social pour attirer les investisseurs des pays développés.

\*

Le résultat en est que nous créons un chômage structurel drastique chez nous, et dans le même temps où nous transférons notre savoir-faire, nous le perdons au profit de nos concurrents ; du même coup, nous fabriquons chez nous des populations d'assistés et d'inadaptés sociaux, car que peut-on demander à des ouvriers qui ne savent travailler que de leur mains, et le font le plus souvent remarquablement bien, si on leur retire le travail des mains en même temps qu'on leur retire le pain de la bouche, et qu'on les dépouille de leur dignité professionnelle ? Et dans le même mouvement, on prépare la famine généralisée de demain qui nous guette avec l'effondrement de notre civilisation.

Ce n'est pas tout. Car on ne peut transférer toute la basse et moyenne valeur ajoutée. Il est difficile, par exemple, de transférer le bâtiment, les chantiers navals, la restauration, l'agriculture de terroir... La France étant devenue un couloir de circulation ouvert aux quatre vents, il suffit de fermer les yeux et de laisser la main d'œuvre étrangère sous-payée s'immiscer dans notre pays par le biais des nouveaux négriers des temps modernes, et le tour est joué. C'est ce qu'on appelle le dumping social ou, pudiquement, le trafic de travailleurs détachés pour ne pas dire clandestins, — trafic en provenance de tous les horizons de la planète, en particulier la main d'œuvre en déshérence des anciens pays communistes de l'Est à très bas coûts salariaux (cotisations sociales non-payées en France, mais même niveau de prise en charge). Et non seulement le coût horaire sur notre sol en est sensiblement diminué, mais dans certaines activités, le temps de travail est rallongé jusqu'à 55 heures par semaines, sans parler des conditions de travail, tout cela en dépit d'une législation du travail ahurissante de complexité, pondue par les culs de plombs de l'Administration française aux mains retournées, pour qui travail ne peut être que synonyme d'esclavage. On sait même que dans la confection, pourtant entièrement dépendante de l'étranger, il existe des milliers d'ateliers clandestins dans certaines régions. Une enquête récente a montré que sur le chantier du siège social d'un fournisseur de téléphonie mobile, on avait relevé jusqu'à 35 nationalités différentes dont des sans-papiers. Quelques semaines plus tard, les dirigeants de cette société inauguraient avec fierté leur nouveau siège social, et le présentaient comme un modèle de haute technologie... Ils oubliaient simplement de dire tout ce que leur bijou high-tech devait aux nouveaux esclaves. Des esclaves qui n'empêchent pas de dormir une autre descendante d'esclaves, la ministre guyanaise Christiane Taubira, ni ses amis socialo-communistes.

On peut se demander d'ailleurs à quoi servent les millions de prétendus travailleurs immigrés officiellement introduits en France depuis des décennies pour, soi-disant, effectuer le travail que les Français ne veulent plus faire, puisqu'ils travaillent aux mêmes conditions légales que les Français de souche ? Donc, ils sont trop chers, eux aussi ; mais ils sont là, ils sont chez nous.

Preuve supplémentaire, s'il le fallait, que l'immigration, en France, est une immigration de peuplement, c'est-à-dire de remplacement populationnel et n'a jamais été autre chose.

Nous disions donc, comment sortir de ce cercle vicieux ? Justement, tout est fait pour ne pas en sortir. Donc on fait durer le plaisir comme nous venons de le voir. Nous sommes, nous Français, pris à la gorge ; nous portons comme signe de soumission à notre sort une corde de chanvre nouée autour du cou en guise de cravate... Un pays comme la France ayant été dépossédé de sa souveraineté au profit de l'Union Européenne, il n'appartient désormais qu'au Nouvel Ordre Mondial de décider de notre mort économique et identitaire, de décider quand il tirera sur la corde pour nous étrangler, et même nous donner du plaisir à se faire étrangler en douceur, comme il l'a fait pour la Grèce, Chypre et, dans une moindre mesure, pour l'Espagne, le Portugal.

Remarquons également que notre prétendu modèle social français, que, paraît-il, le monde entier nous envie, est hors de prix ; il génère plus de fonctionnaires, d'assistés, de parasites sociaux, que tout autre pays au monde ; il est directement responsable de l'aliénation financière de l'État français à la Haute finance internationale, mais aussi des mesures antisociales citées plus haut que je rappelle histoire de retourner le couteau dans la plaie : emprunter à la régale ; fabriquer de la monnaie de singe ; écraser les Français et les entreprises sous les prélèvements obligatoires ; mettre la France à l'encan ; fabriquer de nouveaux esclaves... Autrement dit : le socialisme ou socialo-communisme montre, à égalité avec le libéralisme, à quel point il n'a jamais été autre chose que l'idéologie de l'asservissement des peuples et leur soumission la dictature universelle ; la preuve est également administrée que le prétendu « modèle social français », n'a jamais eu d'autre but que d'acheter le vote des électeurs, que ceux-ci soient de gauche ou de droite, à seule fin de maintenir au pouvoir la voyoucratie républicaine qui, depuis plus de deux siècles, précipite la France dans l'abîme.

Grâce au crédit, les Français se sont habitués depuis plus de soixante ans à vivre très au-dessus de leurs moyens ; leurs parents ou grands-parents avaient à leur disposition parfois le centième de ce qu'ils possèdent aujourd'hui, et qu'ils ont acquis à crédit ; leurs vénérables anciens ne dépensaient que ce qu'ils gagnaient et gagnaient peu. Ils étaient humbles et dignes, ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient malheureux. Ils avaient la satisfaction de ne devoir qu'à eux-mêmes et à leur travail ce qu'ils étaient ; ils ne devaient rien au crédit ; s'endetter était vécu comme une honte, un déshonneur familial. Le crédit a certes créé du bien-être et de l'abondance, comme si le Père Noël passait tous les jours ; mais cette abondance est purement artificielle ; elle peut s'écrouler du jour au lendemain ; elle ne tient que par ce qui la rend possible ; le crédit et l'endettement ; la planche à billets et la consommation. Les arbres ne montent pas au ciel. Que l'un de ces critères ne soit pas rempli, et ce sera l'effondrement général. Il en est de l'État et de la puissance publique comme des particuliers : il sera alors trop tard pour trouver des réponses à des questions problématiques que l'on s'est toujours refusé à regarder en face.

---

1. À la date de la mise à jour, à deux ans de l'élection présidentielle de 2027, la dette court vers les 4000 milliards d'euros.

---